

## DÉPART VOLONTAIRE

N'affecte pas votre dossier d'immigration aussi négativement que l'expulsion.

### Peut être éligible au départ volontaire si:

- Seul un juge de l'immigration peut accorder un départ volontaire. Les agents de l'ICE ne peuvent pas accorder de départ volontaire.**

## CONSÉQUENCES DE L'EXPULSION

- Perdre son statut juridique
- Interdiction de revenir aux États-Unis pendant 10 ans (20 ans en cas de deuxième expulsion)
- Vous pourriez ne jamais être autorisé à revenir aux États-Unis si vous avez été condamné pour trafic de stupéfiants ou pour un crime aggravé
- Le retour illégal peut donner lieu à une condamnation fédérale (20 ans de prison au maximum)

## RAPPELS

- ## REMARQUES

This image shows a blank sheet of white paper with horizontal blue ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

# CONNAÎTRE SES DROITS

**Services bénévoles de l'Eoir:**  
[justice.gov/eoir/list-pro-bono-legal-service-providers](https://justice.gov/eoir/list-pro-bono-legal-service-providers)

## DÉTENTION

### Vos droits pendant votre détention:

- Être traité(e) avec respect
- Avoir accès au guide du détenu, aux documents juridiques et à votre avocat
- Avoir accès à un téléphone, aux visiteurs et à la correspondance
- Avoir le droit de se récréer
- Disposer de fonds et de biens personnels
- Recevoir des soins médicaux
- Pratiquer une religion

### Vos droits à la Cour d'immigration:

- Vous avez le droit de faire appel à un avocat et le droit de vous représenter vous-même sans avocat
- Vous avez le droit de contre-interroger toute personne qui témoigne contre vous et de poser des questions sur tous les documents qui sont présentés
- Vous avez le droit de consulter le dossier de votre affaire
- Vous avez le droit de faire appel si vous estimez que le juge a commis une erreur

## DÉFENSE DEVANT LA COUR D'IMMIGRATION

### 1. Citoyenneté

### 2. Annulation de l'expulsion pour les non-résidents:

- Aux États-Unis depuis plus de 10 ans sans interruption
- « Bonne moralité »
- L'expulsion entraînerait des « difficultés exceptionnelles et extrêmement inhabituelles » pour votre conjoint, parent ou enfant (le conjoint, parent ou enfant doit être citoyen américain ou résident permanent légal)
- Non condamné pour certaines infractions pénales

### 3. Asile:

- Protection contre les préjudices/persécutions passés ou la crainte de préjudices/persécutions futurs dans votre pays en raison de la race, de la religion, de la nationalité, des opinions politiques et/ou de l'appartenance à un groupe social particulier. 1 an pour soumettre.

### 4. Suspension de l'expulsion

### 5. Convention contre la torture

## OBTENIR LA LEVÉE DE LA DÉTENTION

**Cautions:** Tout le monde peut demander une caution, mais tout le monde n'y a pas droit.

### Exigences:

- Ne présente pas de risque de fuite (ne s'enfuira pas)
- Ne constitue pas un danger pour la communauté
- Antécédents criminels minimes ou inexistants

**Demande de caution:** Si vous souhaitez demander une caution, vous devez demander au juge une audience *distincte* pour la caution.

### Documents pour la caution:

- Lettre de soutien d'un sponsor
- Lettres de soutien de la part des employeurs, famille, membres de la communauté
- Documents attestant l'absence d'antécédents judiciaires, la durée du séjour aux États-Unis, les antécédents professionnels

Le montant minimum est de \$1,500 et, si la caution est accordée, elle est souvent supérieure à ce montant.

**Habeas corpus:** Une requête en habeas corpus demande à une cour fédérale d'examiner si votre détention prolongée est légale.

### Les motifs potentiels d'une requête en habeas corpus comprennent:

- Refus injustifié d'une audience de mise en liberté sous caution
- Détention prolongée de manière inconstitutionnelle (plus de 6 mois)
- Caution ou libération précédemment accordée, votre cas n'a pas changé, vous êtes à nouveau détenu(e)
- Votre pays ne vous reprendra pas – aucune expulsion n'est prévue dans un avenir proche

Vous pouvez les déposer vous-même, mais il est recommandé de faire appel à un avocat pour vous assister.